



Assemblée générale

Distr. générale
21 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Note du Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de distribuer, en application de la décision 75/573 du 14 juillet 2021, le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires au débat général et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées dans la matinée du mardi 21 septembre 2021, à la 3^e séance de l'Assemblée générale (voir A/76/PV.3). Les additifs 1 à 12 au présent document contiennent les déclarations faites à l'Assemblée générale, aux 4^e, 6^e, 7^e séances et de la 9^e à la 17^e séance (A/76/PV.4, A/76/PV.6, A/76/PV.7 et A/76/PV.9 – A/76/PV.17).

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela crée de précédent pour les futurs débats généraux, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse : estatements@un.org.



Slovaquie (voir aussi A/76/PV.3, annexe I)

Allocution de M^{me} Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Chères et chers collègues, Excellences,

Mesdames et Messieurs,

J'éprouve un certain optimisme à l'idée qu'au moins certaines et certains d'entre vous puissent se retrouver en personne après deux années compliquées marquées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) – un optimisme lié au fait que la science peut apporter et apporte effectivement des solutions et que, si nous respectons les recommandations scientifiques, nous surmonterons les défis à venir.

De fait, la situation s'est beaucoup améliorée depuis un an. Les vaccins balisent clairement la voie pour sortir de la pandémie, mais là où les scientifiques ont réussi – avec le séquençage du virus ou la production de vaccins sûrs –, les politiques sont toujours en échec.

Il y a un an, nous avons fait certaines promesses et mis en commun nos ressources. Plus de 5 milliards de doses de vaccin ont été administrées à travers le monde, mais près de 75 % d'entre elles l'ont été dans 10 pays seulement. Cinquante pays affichent un taux de vaccination inférieur à 5 %, et la moitié d'entre eux un taux d'à peine 1 %. Il s'agit là d'un échec politique qui se reflète en temps réel sur la scène mondiale.

L'égoïsme vaccinal ne fera que retarder la fin de la pandémie et permettra à de nouvelles mutations plus mortelles de se développer. La solidarité devrait être pour nous un principe contraignant, et non une option. Les vaccins doivent être accessibles à toutes et à tous, et la Slovaquie continuera à soutenir le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

Même si nous nous rapprochons de la victoire sur la COVID-19, ne nous empressons pas de reprendre nos vieilles habitudes simplement parce que nous le pouvons. Le souvenir des réalités du passé doit s'accompagner d'une réflexion sur leur bien-fondé.

Le Secrétaire général Guterres a indiqué à juste titre que nous disposions de *Notre Programme commun*. La Slovaquie souscrit pleinement aux priorités énoncées dans ce rapport.

En termes simples, la tâche commune qui nous incombe est de sauver notre planète. Si, auparavant, la Terre se contentait de murmurer, aujourd'hui elle hurle son incapacité à nous supporter plus longtemps, l'humanité étant devenue un fardeau trop lourd à porter. Il ne suffit pas de promettre aujourd'hui de sauver la planète et de laisser nos successeurs s'en occuper plus tard.

Nous hésitons depuis si longtemps que nous sommes à court de générations de dirigeants politiques qui peuvent discourir mais ne font rien. C'est à nous d'agir aujourd'hui.

Pour sauver notre planète, il nous faut intensifier notre action face à la crise climatique. Les conclusions du récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sont peut-être choquantes mais elles ne font qu'énoncer des faits. En moins de six mois, nous avons été en mesure de conclure un accord sur une fiscalité équitable à l'échelle mondiale. De même, nous devons parvenir à un accord pour empêcher les fuites de carbone au niveau mondial. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement à Glasgow, doit donner le ton en vue d'une adaptation beaucoup plus rapide et d'une réduction radicale des émissions.

La Slovaquie entend réduire ses émissions de 55 % à l'horizon 2030 et deviendra neutre sur le plan climatique d'ici à 2050, à l'instar du reste de l'Union européenne. En 2023, le charbon ne sera plus utilisé pour produire de l'électricité ou de la chaleur. Dans les années à venir, nous consacrerons près de 6 % de notre produit intérieur brut à la relance économique, et un tiers de cette somme sera dédié à notre transition écologique.

Rien de tout cela ne sera facile. La Slovaquie est le premier producteur de voitures par habitant au monde. Une mobilité propre, ainsi que des batteries plus écologiques mises au point et produites à l'échelle locale permettront de décarboniser les transports, en Slovaquie et ailleurs. Nous sommes prêts à partager nos solutions, et à nous inspirer des meilleures pratiques d'autres pays.

Nous devons dissocier la croissance économique des dommages que nous causons à la planète, et soutenir les personnes les plus touchées, qui sont obligées de quitter leur foyer à cause des inondations ou de la sécheresse ou qui perdent leur emploi lorsque nous fermons les usines les plus polluantes. Le Fonds vert pour le climat doit être dûment financé et accessible.

Au sommet de Kunming, nous devons toutes et tous jouer le rôle qui nous est dévolu pour protéger la biodiversité. En Slovaquie, la moitié du territoire des parcs nationaux sera libre de toute intervention humaine d'ici à 2025. Dans 10 ans, les trois quarts de nos parcs nationaux seront dans ce cas.

Excellences,

Si nous ne mettons pas fin au réchauffement de la planète, les générations futures en subiront les conséquences. Notre échec nuira au multilatéralisme et attisera la violence.

Sauver notre planète, c'est donc aussi défendre l'état de droit et un ordre international fondé sur des règles, tant dans notre pays qu'au-delà de nos frontières. La violation de ces règles met tout le monde en danger, et pas uniquement les personnes directement touchées en Ukraine, en Syrie, au Myanmar ou dans la région du Sahel.

Le Conseil de sécurité a pour principale responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous sommes trop souvent témoins de son incapacité à agir. La cessation des violences et la garantie d'un accès humanitaire ne doivent pas être marchandées, elles doivent être notre priorité absolue.

Nous devons renforcer la résilience de nos propres démocraties et soutenir celles et ceux qui exigent le respect de leurs droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression ou de réunion. Ces droits ne font pas partie d'un menu à la carte proposé aux gouvernements. Les citoyennes et citoyens doivent pouvoir les exercer librement,

que ce soit au Bélarus, où 650 personnes sont poursuivies en justice pour des motifs politiques, comme la sociologue Valeria Kostyugova, en Crimée occupée, ou encore au Venezuela, en Russie ou au Xinjiang.

Distingués membres de l'Assemblée,

L'évolution de la situation en Afghanistan et les enseignements à en tirer figureront à juste titre en bonne place dans notre ordre du jour. Cette réflexion s'impose. Cependant, il nous faut également fournir d'urgence une aide humanitaire aux Afghans, dont 40 % sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Ces 20 dernières années, les filles et les femmes d'Afghanistan ont pu exercer leurs droits légitimes. Ils ne doivent pas leur être retirés. De concert avec la Première Ministre islandaise, la Première Ministre néo-zélandaise et d'autres femmes politiques de premier plan, nous avons lancé un appel à appuyer les filles et les femmes afghanes. Je vous invite à unir vos forces pour que cet appel se traduise par des actions concrètes.

Mon dernier point concerne l'inclusion. Nous ne pourrions pas sauver notre planète si nous laissons de côté les populations vulnérables que sont les femmes, les filles ou les minorités. La pandémie silencieuse que constitue la violence fondée sur le genre peut se révéler fatale pour la santé de nos sociétés. Nos stratégies à long terme, si remarquables soient-elles, demeureront lettre morte si nous n'y associons pas les jeunes.

Pour conclure, permettez-moi de rappeler les paroles que le pape François a adressées à nos jeunes durant sa récente visite en Slovaquie : « Ne vous laissez pas emprisonner par la tristesse ou le découragement résigné de ceux qui disent que jamais rien ne changera ».

Nous pouvons changer le monde qui nous entoure pour le rendre meilleur. Commençons tout de suite.

Je vous remercie.

Kirghizistan (voir aussi A/76/PV.3, annexe II)

Allocution de M. Sadyr Zhaparov, Président de la République kirghize

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : russe]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de féliciter M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, et de lui souhaiter plein succès dans ses importantes fonctions. Je tiens également à remercier M. Volkan Bozkır, de la Turquie, pour ses efforts en tant que Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session. Le Kirghizistan adhère au thème du présent débat, qui englobe l'ensemble des questions les plus pressantes à l'ordre du jour international.

Mesdames et Messieurs,

Il y a 30 ans, le Kirghizistan a acquis sa souveraineté et est devenu un participant et un sujet à part entière du droit international. Notre peuple multiethnique a célébré très récemment, le 31 août, le trentième anniversaire de l'indépendance de notre république.

Je pense que beaucoup d'entre vous seront d'accord avec moi pour dire que la principale réalisation de notre république, au cours d'une période relativement courte au regard de l'histoire, est d'avoir fait prévaloir la démocratie en tant que modèle pour le développement de l'État et d'une société civile forte. Je tiens à assurer l'Assemblée que nous ne nous écarterons pas de la voie de la démocratie. C'est ce qu'exige notre peuple épris de liberté.

Nous commémorerons bientôt l'anniversaire des événements bien connus survenus en octobre 2020 dans notre pays, qui ont marqué le début d'une nouvelle ère de son histoire moderne. En un an, nous sommes parvenus à rétablir la stabilité sociopolitique et socioéconomique et à gagner la confiance de la société. Les résultats de l'élection présidentielle et du référendum constitutionnel ont également été reconnus par la communauté internationale, notamment par les observateurs du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Nous nous préparons aux prochaines élections de notre parlement national, prévues pour le 28 novembre. J'invite les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales à envoyer leurs observateurs. Nous veillerons à ce que toutes les conditions soient réunies pour qu'ils puissent s'acquitter pleinement de leur travail, en toute sécurité. Nous espérons que d'ici la tenue des élections, la situation épidémiologique dans notre pays sera revenue à la normale.

Monsieur le Secrétaire général,

Le 2 mars 2022, nous célébrerons également le trentième anniversaire de l'adhésion du Kirghizistan à l'Organisation des Nations Unies. Tout au long des 30 dernières années, notre république a joué le rôle d'un État Membre actif, pleinement attaché aux buts et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et fervent défenseur du renforcement de l'autorité et du rôle de l'ONU dans les affaires internationales, lesquelles ont malheureusement été marquées par des tensions et des conflits au cours des dernières décennies. Notre pays est déterminé et toujours disposé à contribuer aux efforts déployés à l'échelle internationale pour régler les problèmes qui sont communs à l'humanité. Ce sont ces considérations qui ont conduit le Kirghizistan à se porter candidat au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025 et à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2027-2028. J'appelle tous les États Membres à nous apporter leur soutien dans ces élections.

L'année prochaine, nos distingués voisins de la région, avec lesquels nous partageons une histoire commune et ce qui, j'en suis convaincu, sera un avenir commun, célébrerons eux aussi le trentième anniversaire de leur admission à l'Organisation des Nations Unies. Je tiens à souligner que dans les relations qu'il entretient depuis des siècles avec ses voisins, le Kirghizistan a toujours privilégié le dialogue sur un pied d'égalité, la coopération mutuellement bénéfique et le règlement de tous les désaccords par la seule voie de la négociation. Compte tenu de l'importance de cette date, nous proposons d'organiser un sommet Asie centrale-ONU en 2022 afin qu'ensemble, nous puissions faire le point des résultats de la coopération mutuelle et définir des plans conjoints en vue d'assurer le développement et la sécurité de l'Asie centrale à l'avenir. Nous proposons d'organiser ce sommet durant la prochaine réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale. J'invite le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général à envisager d'inclure leur participation à cette manifestation dans leur programme de travail de l'année prochaine.

Mesdames et Messieurs,

De par leur situation géographique, les États d'Asie centrale jouent le rôle de pont entre les axes est-ouest et nord-sud, et ce, depuis des temps immémoriaux, de l'époque de la Grande Route de la soie à nos jours. Notre région est sans conteste en passe de devenir l'un des plus importants carrefours commerciaux du monde, malgré son manque d'accès direct à la mer. Les pays d'Asie centrale ne cessent d'étendre leur réseau de routes et de chemins de fer internationaux, créant des centres logistiques et des terminaux de transport.

Pour sa part, le Kirghizistan poursuit activement le développement de ses infrastructures de transport routier qui font partie intégrante du réseau de transport international. Ainsi, nous terminerons sous peu la construction d'une nouvelle autoroute nord-sud. Nous participons également au projet ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan et appuyons la modernisation de l'infrastructure ferroviaire en Eurasie. Le Kirghizistan est déjà en mesure de garantir des délais et des coûts satisfaisants pour la livraison de marchandises en transit entre les pays de l'Union économique eurasiatique, l'Asie centrale, la République populaire de Chine et l'Union européenne vers les ports maritimes de Karachi, Bandar Abbas et de la mer Noire. J'invite les entreprises internationales du secteur de la logistique à travailler avec nous dans le cadre d'une coopération aux multiples facettes, notamment dans le domaine du transport multimodal.

Toutefois, j'appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait que la mise en œuvre fructueuse des projets d'investissement et des nouveaux corridors de transport ne procurera pas tous les avantages possibles si les obstacles au franchissement des

frontières nationales persistent. À cet égard, nous appuyons la création de conditions propices au transport international et à la prévention des retards dans le trafic de marchandises entre États, ainsi que l'élimination des obstacles à la coopération économique et la simplification des procédures de franchissement des frontières et de transit entre pays et régions.

Chères collègues, chers collègues,

Je ne saurais passer sous silence nos préoccupations face aux événements survenus récemment en Afghanistan. Nous sommes en mesure de donner à 500 jeunes Afghans la possibilité d'étudier dans nos universités, ainsi que de fournir une aide humanitaire aux citoyens dans le besoin, en particulier les membres de l'ethnie kirghize vivant dans le Petit et le Grand Pamirs d'Afghanistan. Au vu de l'évacuation des organismes de l'ONU qui est en cours en Afghanistan, le Kirghizistan propose de les accueillir temporairement à Bichkek. Je demande au Secrétaire général de prendre notre proposition en considération. Dans le même temps, la question de la sécurité en Asie centrale constitue à nouveau un enjeu majeur en raison de la situation qui prévaut actuellement en Afghanistan. Nous espérons que la stabilité sociale et politique ainsi que l'ordre public y seront rétablis le plus rapidement possible.

Pour sa part, le Kirghizistan ne ménage aucun effort pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, en appliquant consciencieusement les dispositions de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les recommandations de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Ainsi, le Kirghizistan a déjà mis en place un système de renseignements préalables concernant les voyageurs et un système de dossiers passagers pour suivre les mouvements des terroristes à l'échelle internationale. Nous comptons également sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies et des États intéressés pour rapatrier nos citoyens, femmes et enfants, de Syrie.

Parallèlement, nous recommandons d'intensifier les efforts internationaux non seulement dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, mais aussi contre les groupes de la criminalité transnationale organisée impliqués dans des activités illégales telles que le trafic de drogue et d'armes, la traite d'êtres humains, le blanchiment d'argent et le cyberespace. Dans le cadre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, le Kirghizistan œuvre à la création d'un centre de lutte contre la criminalité organisée internationale à Bichkek.

D'une manière générale, nous considérons que les organismes régionaux qui relèvent du Chapitre VIII de la Charte devraient jouer un rôle majeur pour faire face aux défis et aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité internationale et prévenir les conflits. De son côté, le Kirghizistan, en tant que membre ou participant, collabore pleinement aux travaux de la Communauté des États indépendants, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Mesdames et Messieurs,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est devenu un grave défi pour l'humanité, faisant un nombre considérable de victimes, mettant à rude épreuve et comme jamais auparavant les systèmes de santé nationaux et provoquant une récession de l'économie mondiale. Nous espérons que la mise au point continue de médicaments et de traitements nous permettra bientôt de vaincre une fois pour toutes ce virus maléfique. Il est essentiel de veiller à ce que ce savoir-faire médical en matière d'antiviraux soit par la suite mis à la disposition de tous.

En ce qui concerne la situation dans notre pays, je tiens à souligner que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé de notre population, en particulier le personnel médical. La vaccination des citoyens bat son plein, et nous menons une campagne d'éducation sociale sur la vaccination. Nous disposons déjà de vaccins en provenance de divers fabricants mondiaux, et je saisis cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude aux dirigeants de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan et de la Suède, qui nous ont fourni des vaccins dans le cadre d'une action humanitaire bilatérale et dans le cadre du Mécanisme COVAX de l'Organisation mondiale de la Santé pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19.

La pandémie de maladie à coronavirus est également l'une des raisons pour lesquelles le Kirghizistan n'a pas été en mesure de réaliser les objectifs de développement durable en temps voulu et dans leur intégralité. Nous n'avons eu d'autre choix que de détourner les fonds destinés aux objectifs de développement durable pour lutter contre la pandémie et rembourser la dette extérieure. À cet égard, nous appelons les prêteurs bilatéraux et multilatéraux à appuyer les initiatives destinées à alléger la dette extérieure au profit de projets vitaux de développement durable au Kirghizistan. Ces projets visent avant tout à préserver l'intégrité de notre écosystème montagneux sans équivalent, sa diversité biologique et ses glaciers, qui se détériorent rapidement en raison des changements climatiques. Malheureusement, le Kirghizistan a été la proie d'investisseurs peu scrupuleux qui, en quête de profits substantiels et abusant de la confiance du public, n'ont pas pris les précautions nécessaires pour que leurs activités ne nuisent pas à l'environnement. Conformément à nos législations nationales, les autorités kirghizes ont mis un terme à ces activités illégales, mais elles ont ensuite été contraintes de remédier elles-mêmes à leurs conséquences sur l'environnement, notamment en veillant à ce que les déchets dangereux soient éliminés en toute sécurité et en assurant la gestion des décharges et des parcs à résidus.

Depuis 30 ans, le Kirghizistan défend activement, sur la scène internationale, les intérêts des États montagneux sans littoral afin de remédier aux problèmes de développement durable et aux incidences des changements climatiques. À notre initiative, dans sa résolution 53/24, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2002 Année internationale de la montagne ; le premier Sommet mondial sur la montagne s'est tenu à Bichkek cette même année ; et le quatrième Forum mondial de la montagne a été organisé en 2018. À la présente session de l'Assemblée générale, nous lancerons, au nom du Groupe des Amis des pays montagneux, une initiative visant à déclarer à nouveau l'année 2022 Année internationale de la montagne, à approuver un programme quinquennal de développement durable pour les régions montagneuses et à convoquer un sommet mondial Bichkek+25 en 2027.

Monsieur le Secrétaire général,

Ces dernières années, notre environnement et la population de notre pays ont commencé à ressentir très sérieusement les retombées négatives des changements climatiques. Nous ne manquerons pas d'exprimer notre vision et notre position à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow. Toutefois, permettez-moi de profiter de cette importante tribune pour formuler quelques remarques. L'adaptation aux changements climatiques est l'une des priorités et l'un des problèmes majeurs du pays montagneux qu'est le Kirghizistan. Nous estimons qu'il est essentiel de protéger et de valoriser les zones forestières montagneuses car, au-delà de leur fonction naturelle

d'absorption du dioxyde de carbone, elles jouent un rôle extrêmement important dans la conservation des ressources en eau. À cet égard, nous sommes favorables à l'élaboration et à l'adoption, sous les auspices de l'ONU, d'un programme spécial axé sur les forêts de montagne et leur préservation, leur restauration et leur boisement.

Comme je l'ai indiqué précédemment, les glaciers, rivières et écosystèmes de montagne riches en biodiversité du Kirghizistan, qui sont vieux de plusieurs siècles, sont également menacés de disparition. Cette année, à l'UNESCO, nous lancerons un projet de résolution sur la préservation des glaciers, tout en continuant à œuvrer avec des partenaires internationaux pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 75/271, intitulée « La nature ne connaît pas de frontières : la coopération transfrontière en tant que facteur clef de la préservation, de la restauration et de l'exploitation durable de la biodiversité », présentée par le Kirghizistan et adoptée cette année par l'Assemblée générale. Nous constatons déjà des résultats encourageants. Ainsi, grâce aux efforts conjoints des pays de son aire de répartition et des organisations internationales, nous sommes parvenus à empêcher l'extinction d'un animal des plus nobles, le léopard des neiges.

Dans le même temps, le Kirghizistan s'efforcera d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. L'économie kirghize évolue progressivement vers un modèle plus écologique, avec la mise en service d'un nombre croissant de sources d'énergie neutres en carbone, en particulier des centrales hydroélectriques. Afin de garantir sa sécurité énergétique, le Kirghizistan entend mettre progressivement en œuvre sur son territoire un certain nombre de projets de construction de centrales hydroélectriques, qui constituent des sources d'énergie respectueuses de l'environnement. L'accès à des services énergétiques modernes, propres et abordables dans les pays en développement est essentiel pour réaliser les objectifs de développement mondiaux inscrits au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous estimons qu'en mettant en œuvre des projets de centrales hydroélectriques au Kirghizistan, nous pourrions répondre aux besoins en énergie hydroélectrique des pays d'Asie centrale et, ainsi, créer des conditions propices au développement durable de l'ensemble de notre région. J'invite les investisseurs à se joindre aux efforts de coopération mutuellement bénéfiques dans le domaine de l'hydroélectricité, notamment ceux fondés sur les principes du partenariat public-privé, dans l'esprit de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Pour résumer, je tiens à souligner que le Kirghizistan compte sur une attention, un appui et une assistance particuliers de la part de la communauté mondiale, de l'ONU et des institutions financières internationales pour régler les problèmes auxquels sont confrontés les écosystèmes des pays montagneux, en particulier ceux sans littoral. À cet égard, nous pensons que le moment est venu de créer, au sein du système des Nations Unies, un fonds mondial d'affectation spéciale pour aider les pays montagneux à mettre en œuvre des programmes axés sur le développement durable, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, les forêts de montagne et la biodiversité, la prise en charge des catastrophes naturelles et l'appui aux communautés de montagne.

Monsieur le Secrétaire général,

Pour terminer, je tiens à rappeler que la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences socioéconomiques, la réalisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques doivent demeurer les priorités absolues des actions et efforts

menés de concert par la communauté internationale. Il est fondamental que nous veillions à ce que personne, pays montagneux en développement sans littoral compris, ne soit laissé pour compte.

Dans nos efforts conjoints pour remédier aux défis et menaces d'aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies a vu son rôle s'accroître considérablement. À cet égard, j'exhorte chacune et chacun d'entre nous à appuyer pleinement l'Organisation et à la consolider, dans le but de régler collectivement les problèmes mondiaux, dans l'intérêt du développement durable.

Je vous remercie de votre attention.

Ouzbékistan (voir aussi A/76/PV.3, annexe III)

Allocution de M. Shavkat Mirziyoyev, Président de la République d'Ouzbékistan

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : russe]

Monsieur le Président Abdulla Shahid,

Monsieur le Secrétaire général António Guterres, Mesdames et Messieurs les chefs de délégation, Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à féliciter sincèrement M. Guterres pour sa reconduction au poste de Secrétaire général.

L'humanité se trouve aujourd'hui à un tournant de son développement, marqué par un changement radical dans la nature des relations internationales. Les menaces transnationales pesant sur la paix, la sécurité et le développement durable s'aggravent, les changements climatiques s'intensifient, les flux migratoires massifs augmentent et les valeurs traditionnelles se perdent. Je suis fermement convaincu que, dans cette situation difficile, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont un rôle de plus en plus important à jouer. Dans ces processus fondamentaux, liés au destin du monde entier, c'est l'ONU qui est appelée à conserver un rôle de premier plan, en insufflant un nouvel élan, d'un point de vue qualitatif, à ses activités. Nous appuyons les efforts déployés par le Secrétaire général en vue de renforcer la solidarité et l'unité du système des relations internationales et d'accroître l'efficacité et la transparence des activités de l'Organisation.

Chères collègues, chers collègues,

Aujourd'hui, notre attention se porte toujours sur les conséquences sociopolitiques et socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), devenue une catastrophe planétaire. Nous souscrivons pleinement à l'approche adoptée par l'ONU, qui consiste à créer des chances équitables pour l'accès aux vaccins et leur distribution, selon le principe qui veut que « personne ne soit laissé de côté ». Je saisis cette occasion pour remercier nos partenaires étrangers de l'assistance concrète qu'ils nous ont apportée dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Nous sommes favorables à un renforcement du rôle de coordination de l'Organisation mondiale de la Santé, en vue de lutter efficacement contre les pandémies et de garantir la reconnaissance internationale des résultats de la vaccination. Le projet de code sur les engagements volontaires des États lors d'une pandémie, élaboré par la République d'Ouzbékistan et distribué en tant que document officiel de l'Assemblée générale, représente notre contribution concrète à ce travail.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, les réformes démocratiques ambitieuses et dynamiques qui ont été menées dans notre pays ces dernières années sont devenues irréversibles. Notre transformation démocratique est fondée sur la garantie et la protection des droits et libertés fondamentaux et des intérêts légitimes. Nous prenons des mesures déterminées pour garantir la liberté d'expression et des médias, la liberté de religion et de conviction, l'égalité des sexes et l'harmonie interethnique. Pour la première fois de son histoire, l'Ouzbékistan a été élu au Conseil des droits de l'homme. Afin de garantir la poursuite

de nos réformes, nous avons élaboré notre stratégie pour un nouvel Ouzbékistan. L'essence de cette stratégie réside dans le renforcement du rôle des institutions de la société civile, la protection des droits de l'homme, la réduction de la pauvreté, la garantie d'une source de revenus pour chaque citoyen et un développement durable de l'environnement. Notre principal objectif est de devenir un pays avec un revenu par habitant supérieur à la moyenne, d'ici à 2030. Il convient de souligner que cette ambition correspond aux objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous proposons d'organiser à Tachkent une conférence internationale consacrée à l'étude des problèmes de la relance économique mondiale et des meilleures pratiques pour faire reculer la pauvreté au lendemain de la COVID-19. Il est de notoriété publique que notre pays a organisé avec succès la Conférence mondiale sur les droits de la jeunesse consacrée à l'engagement des jeunes dans l'action mondiale. Nous poursuivons nos efforts en ce sens en accueillant le Forum mondial sur l'éducation dans la ville antique de Samarkand, en Ouzbékistan, dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme qui s'y tiennent régulièrement.

Chères amies, chers amis,

Nous continuerons à l'avenir de renforcer le nouveau climat politique marqué par l'entente et le respect mutuels, les relations de bon voisinage et les partenariats stratégiques dans la région d'Asie centrale. Notre tâche principale est de faire de l'Asie centrale une région prospère en développement constant qui soit aussi un espace de confiance et d'amitié. C'est pourquoi nous estimons prioritaire de renforcer notre coopération avec les régions voisines et autres régions proches. Nous avons pris l'initiative d'œuvrer en faveur de l'adoption d'une résolution spéciale de l'Assemblée générale portant sur le renforcement de la connectivité mutuelle entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud.

Je tiens à souligner une fois de plus que l'Afghanistan fait partie intégrante de l'Asie centrale. Toutefois, il n'est pas seulement dans notre intérêt à nous, pays voisins de l'Afghanistan, que la paix et la tranquillité y soient instaurés : c'est aussi dans l'intérêt du monde entier. L'Ouzbékistan a toujours aidé le peuple afghan par tous les moyens possibles. Nous avons récemment ouvert la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan et avons repris les livraisons de biens essentiels vers ce pays, tels que les denrées alimentaires, les produits pétroliers et l'électricité.

Dans la période difficile que nous traversons, nous ne pouvons pas abandonner l'Afghanistan à son sort et le laisser seul face à ses immenses problèmes. Comme l'Assemblée le sait, nous avons proposé l'année dernière, du haut de cette tribune, de créer un comité d'action permanent sur l'Afghanistan au sein de l'ONU. Je suis fermement convaincu qu'il faut renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies sur la question afghane et que sa voix doit plus que jamais se faire entendre.

Les menaces, les conflits et les défis transnationaux croissants à l'échelle planétaire nécessitent de resserrer encore la coopération internationale. La conférence internationale qui se tiendra à Tachkent, en novembre de cette année, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption du Plan d'action conjoint de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies contribuera assurément à cet objectif. À l'occasion de cette rencontre, organisée avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la signature d'un programme régional pour les pays d'Asie centrale pour

la période 2022-2025 permettra de jeter des bases solides pour les travaux dans ce domaine. Dans le prolongement de nos efforts, nous voulons œuvrer avec l'ONUDC à l'élaboration d'un plan d'action commun de lutte contre la drogue qui réunirait les pays d'Asie centrale et d'Asie du Sud.

Chères collègues, chers collègues,

L'Ouzbékistan s'intéresse de près aux enjeux de la lutte contre les changements climatiques, de la protection de l'environnement et de la préservation de la biodiversité. C'est notre devoir en tant qu'êtres humains envers les générations actuelles et futures.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma profonde reconnaissance aux États Membres, qui ont adopté à l'Assemblée générale de mai cette année la résolution 75/278, déclarant la région de la mer d'Aral une zone d'innovations et de technologies écologiques.

Nous avons la ferme volonté d'atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques et prenons des mesures concrètes pour passer à des sources d'énergie renouvelable. Plus précisément, d'ici à 2030, nous prévoyons de doubler l'efficacité énergétique de notre économie, de porter à 25 % la part des sources d'énergie renouvelable et de développer des moyens de transport écologiques. D'ici 2025, nous prévoyons de mettre en service de nouvelles centrales solaires et éoliennes dotées d'une capacité totale de 2 900 mégawatts. En 2022, dans la ville de Noukous, située dans la région de la mer d'Aral, nous comptons organiser avec l'ONU un forum international de haut niveau sur l'énergie verte.

Nous sommes favorables à l'adoption, dès que possible, d'un cadre mondial en faveur de la biodiversité et sommes prêts à organiser dans notre pays l'une des réunions des Parties à la Convention sur la diversité biologique. De surcroît, afin d'examiner dans le détail les priorités de la politique environnementale mondiale, nous proposons d'accueillir la sixième session de haut niveau de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement en Ouzbékistan, sous les auspices de l'ONU, en 2023. Ce sera l'occasion pour les participants de découvrir par eux-mêmes la situation difficile de la région de la mer d'Aral, devenue l'épicentre d'une catastrophe écologique en raison de l'assèchement de la mer d'Aral, et ils pourront en tirer leurs propres conclusions. Nous voulons également lancer une initiative à l'Assemblée afin d'élaborer une charte mondiale de l'environnement destinée à jeter les bases d'une nouvelle politique environnementale pour l'ONU.

Mesdames et Messieurs,

L'Ouzbékistan est prêt à conclure des partenariats à long terme, multidimensionnels et mutuellement avantageux avec chaque pays et organisation mondiale de la planète.

Je ne doute pas que nous allons continuer à renforcer notre étroite coopération en vue d'assurer un développement sûr et durable et de bâtir un avenir prospère.

Je vous remercie de votre attention.

République islamique d'Iran (voir aussi A/76/PV.3, annexe IV)**Allocution de M. Seyyed Ebrahim Raisi, Président de la République islamique d'Iran**

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : farsi, interprétation en anglais assurée par la délégation]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Louange à Dieu, Seigneur des Mondes, que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa famille et ses compagnons !

Monsieur le Président,

Je souhaite, à l'entame de mon propos, vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-seizième session.

Mesdames et Messieurs,

L'Iran est le pays de la culture et de la civilisation. Le pays du savoir et de la spiritualité. Le pays de la persévérance et de l'indépendance. Le peuple iranien est monothéiste et patriote. Il a son identité propre et aime explorer le monde.

Pendant des centaines d'années, notre nation a préservé son droit à l'autodétermination et à la liberté contre les hégémonistes et a fait de son pays le plus progressiste dans le système politique fondé sur les élections en Asie de l'ouest. La révolution islamique a en effet représenté un grand pas en avant pour l'atteinte des idéaux nationaux et islamiques des Iraniens, notamment la liberté, l'indépendance et la démocratie religieuse.

En tant que Président élu du grand peuple d'Iran, j'ai l'honneur d'être son représentant pour transmettre au monde entier le message de rationalité, de justice et de liberté qui sont les trois principes les plus fondamentaux de la vie de l'homme d'aujourd'hui. Mais ces trois principes que toutes les religions abrahamiques ont en commun ne permettent pas d'atteindre l'objectif qui les sous-tend sans spiritualité.

La liberté et la justice, deux mots sacrés et innocents à l'acception trop large pour pouvoir être définis, sont très difficiles et complexes à mettre en pratique. La liberté signifie le droit de penser, de décider et d'agir pour tous les êtres humains. La paix et la sécurité durable sont liées à l'administration de la justice et, fondamentalement, les prophètes divins sont apparus pour que les peuples puissent réclamer justice et exercer leurs droits. La justice et la liberté ne sont possibles que lorsque les droits de toutes les nations sont respectés. De fait, toute violation des droits des nations conduit, plus que toute autre chose, à mettre en danger la paix et la sécurité mondiales.

Mesdames et Messieurs,

Cette année, deux événements ont marqué l'histoire : le premier date du 6 janvier, lorsque le Congrès des États-Unis a été pris d'assaut par le peuple, et le second s'est produit en août lorsque les avions américains ont abandonné le peuple afghan. Du Capitole à Kaboul, un message clair a été envoyé au monde entier : le système hégémonique américain n'a aucune crédibilité, pas plus à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du pays.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans notre région, c'est l'échec lamentable non seulement des hégémonistes et de l'idée d'hégémonie, mais aussi du projet d'imposer une identité occidentalisée. Cette prétention à l'hégémonie a mené à des effusions de sang et à l'instabilité et, au bout du compte, à la défaite et la fuite. Les États-Unis ne quittent pas aujourd'hui l'Iraq et l'Afghanistan de leur propre volonté ; ils en sont chassés. Dans le même temps, c'est aux peuples opprimés, de la Palestine et la Syrie au Yémen et à l'Afghanistan, ainsi qu'aux contribuables américains, qu'il revient de payer pour cette absence de rationalité.

Le monde d'aujourd'hui se moque de savoir s'il s'agit de « l'Amérique d'abord » ou si « l'Amérique est de retour ». Si la rationalité l'emportait dans l'esprit des décideurs, ils se rendraient compte que la persévérance des nations est plus forte que le pouvoir des superpuissances. Au cours de la décennie écoulée, les États-Unis ont commis l'erreur de changer leur « mode de guerre » contre le monde au lieu de changer leur « mode de vie ». Une mauvaise trajectoire ne peut pas être couronnée de succès si l'on se contente de changer de méthode.

Les sanctions sont pour les États-Unis la nouvelle façon de livrer la guerre aux nations du monde. Les sanctions contre la nation iranienne n'ont pas commencé avec le programme nucléaire de mon pays ; elles sont même antérieures à la Révolution islamique puisqu'elles remontent à 1951, année de la nationalisation du pétrole en Iran, laquelle a conduit à un coup d'État militaire, soutenu par les Américains et les Britanniques, contre le Gouvernement iranien de l'époque, qui avait été élu par le peuple. Les sanctions, en particulier les sanctions qui visent des médicaments en pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), sont des crimes contre l'humanité.

Le Coran présente la destruction de la nature et de l'humanité comme un attribut essentiel des tyrans. La République islamique d'Iran propose que soit déclarée interdite toute forme de restriction ou de perturbation, causée par des sanctions, dans l'offre de services sanitaires ou environnementaux, qui sont deux enjeux humanitaires. De surcroît, au nom de la nation iranienne et des millions de réfugiés que mon pays accueille, je voudrais condamner la persistance des sanctions illégales imposées par les États-Unis, particulièrement celles relatives aux articles humanitaires, et exiger que ce crime organisé contre l'humanité soit gravé dans les mémoires comme l'incarnation et la réalité de ce que les États-Unis appellent les droits humains.

Malgré son désir, exprimé dès le départ, d'acheter et d'importer des vaccins contre la COVID-19 auprès de sources internationales fiables, la République islamique d'Iran a dû faire face à des sanctions médicales inhumaines. C'est pourquoi, depuis le tout début, nous nous sommes attachés à produire des vaccins de façon durable dans notre pays.

En plus de technologies nucléaires et satellitaires pacifiques, l'Iran est le centre médical de la région et de nombreux médecins et scientifiques iraniens, à l'instar d'Avicenne, sont des phares qui illuminent l'histoire de l'humanité. Les connaissances utiles à l'humanité ne peuvent être soumises à des sanctions. Nous avons réussi à produire nous-mêmes du combustible pour le réacteur de recherche de Téhéran, qui fabrique des produits radiopharmaceutiques à l'intention de plus d'un million de patients atteints de cancer en Iran. Nous avons également réalisé des progrès remarquables dans le secteur des biotechnologies et des cellules souches, et ce, en dépit de toutes les sanctions. Et aujourd'hui, malgré toutes les sanctions qui ciblent les droits humains, nous comptons parmi les pays qui produisent des vaccins contre la COVID-19.

Favoriser la coopération entre les pays du monde sur les questions de santé, et plus particulièrement sur les vaccins, c'est aider l'esprit d'humanité et les principes fondés sur le rapport divinité-humanité dans les relations internationales. La COVID-19 a fait sortir le monde entier de sa torpeur, et elle vient nous rappeler une fois de plus que tous les êtres humains dépendent les uns des autres pour leur sécurité. Les crises qui secouent les sociétés humaines, sous la forme notamment de la violence, de la pauvreté, du chômage, de la corruption morale et économique, de l'effondrement des structures familiales, des guerres régionales, du terrorisme organisé et des phénomènes environnementaux, sont toutes le fruit d'un manque d'attention aux principes de rationalité, de justice et de liberté.

Mesdames et Messieurs,

La pensée stratégique de la République islamique d'Iran est ancrée dans les idées du fondateur de la Révolution islamique, le regretté imam Khomeini (que son âme repose en paix), ainsi que dans les principes authentiques de l'islam véritable, à savoir la rationalité, la prudence et la réflexion. Elle est à l'origine de la résistance conforme aux intérêts nationaux des pays. Parler des droits des nations sans parler des obligations de leurs gouvernements empêche la réalisation de leurs droits, car l'indépendance d'une nation réside dans sa liberté. La Révolution islamique défend ce type de liberté et, par conséquent, fait obstacle à l'extrémisme. Et telle est la nature du véritable pouvoir de la République islamique d'Iran, qui est bonne envers tous.

La République islamique d'Iran est une source d'inspiration et, en tant que telle, la puissance qui en émane apporte la sécurité. Le modèle de maintien de la sécurité de la République islamique d'Iran repose sur la création de mécanismes intrarégionaux, grâce à une diplomatie qui s'est détournée et libérée de toute ingérence extérieure.

Notre politique a toujours été de nous employer à préserver la stabilité et l'intégrité territoriale de tous les pays de la région. Sans la puissance et le rôle de l'Iran aux côtés des gouvernements et des peuples de Syrie et d'Iraq, et sans l'abnégation des martyrs que sont Abou Mehdi el-Mouhandis et le général Qassem Soleymani, Daech serait aujourd'hui le voisin méditerranéen de l'Europe. Et il va sans dire que la vague de l'extrémisme ne s'arrêtera pas avec Daech.

Ce nouvel appétit à créer des divisions dignes de la guerre froide n'aidera pas à améliorer la sécurité des êtres humains en isolant des pays indépendants. Des actes arbitraires ne permettront pas de mettre fin au terrorisme, car le terrorisme puise ses racines dans diverses crises, comme celles qui touchent l'identité et l'économie. Le vide de sens et de spiritualité de la vie moderne, tout comme l'expansion de la pauvreté, de la discrimination et de l'oppression, ont favorisé la montée du terrorisme. La hausse constante du terrorisme d'origine locale en Occident atteste de cette amère vérité. Plus amère encore est la récupération du terrorisme comme instrument de politique étrangère, parce qu'on ne peut pas lutter contre le terrorisme en recourant à deux poids, deux mesures. On ne peut pas créer un groupe terroriste comme Daech quelque part et prétendre le combattre ailleurs.

Après avoir demandé la grâce de Dieu Tout-Puissant, la solution aux hostilités et aux conflits dans notre région réside dans les points suivants.

Il faut permettre à la volonté des nations de présider à leur propre destinée en se référant aux résultats des votes publics. Mais pour que cette idée se concrétise, deux conditions préalables et fondamentales doivent être remplies : premièrement, les agressions et l'occupation émanant de l'étranger doivent cesser et, deuxièmement, une coopération sincère doit unir les gouvernements dans la lutte contre le terrorisme.

La présence militaire des États-Unis en Syrie et en Iraq est le plus grand obstacle à l'instauration de la démocratie et de la volonté des nations. La liberté ne tient pas dans les paquetages des soldats étrangers qui arrivent dans la région.

Si un gouvernement ouvert, auquel participent effectivement tous les groupes ethniques, n'émerge pas pour diriger l'Afghanistan, la sécurité ne sera pas rétablie dans ce pays. Et, tout comme l'occupation, le paternalisme est voué à l'échec.

La crise humanitaire au Yémen est très préoccupante et le monde doit sortir de son silence face aux crimes contre l'humanité. La solution : mettre un terme rapidement et sans condition à l'agression du Yémen, ouvrir des voies pour l'acheminement de l'aide humanitaire et faciliter des échanges constructifs entre les groupes yéménites.

Le régime d'occupation sioniste est à l'origine du plus vaste terrorisme d'État, qui a pour projet le massacre des femmes et des enfants à Gaza et en Cisjordanie. Aujourd'hui, un blocus total a fait de Gaza la plus grande prison au monde. Le prétendu « accord du siècle » a échoué, comme tous les autres accords imposés aux Palestiniens. Il n'y a qu'une seule solution : organiser un référendum ouvert à la participation de tous les Palestiniens, de toute religion et de toute appartenance ethnique, musulmans, chrétiens et juifs. Cette solution, proposée par le Guide suprême de la République islamique d'Iran il y a de nombreuses années, est désormais inscrite au répertoire des documents officiels de l'ONU.

Monsieur le Président,

Le monde entier, y compris les Américains eux-mêmes, a aujourd'hui reconnu que le projet d'opposition au peuple iranien, qui s'est traduit par la violation du Plan d'action global commun, puis par la « pression maximale » et le retrait arbitraire d'un accord internationalement reconnu, a totalement échoué.

Toutefois, la politique d'« oppression maximale » est toujours d'actualité. Nous ne voulons rien de plus que ce qui nous revient de droit. Nous exigeons l'application des règles internationales. Toutes les parties doivent rester fidèles dans les faits à l'accord nucléaire et à la résolution de l'Organisation des Nations Unies. Quinze rapports publiés par l'AIEA ont attesté du respect par l'Iran de ses engagements. En revanche, les États-Unis ne se sont pas encore acquittés de leur obligation, à savoir la levée des sanctions. Ils ont porté atteinte à cet accord, s'en sont retirés et ont imposé encore plus de sanctions à mon peuple.

Les États-Unis ont cru à tort que nous en serions dévastés et désespérés, mais notre persévérance a porté ses fruits, comme elle le fera toujours, car la résistance intelligente et dynamique de la République islamique d'Iran découle de notre rationalité stratégique. Et nous ne croyons pas aux promesses faites par le Gouvernement des États-Unis.

La politique stratégique de la République islamique d'Iran interdit la production et le stockage d'armes atomiques, conformément au décret religieux de Son Éminence, le Guide suprême, et les armes nucléaires n'ont pas leur place dans notre doctrine de défense ou notre politique de dissuasion. La République islamique estime utiles les pourparlers qui ont pour objet la levée de toutes les sanctions oppressives.

Tout en défendant résolument l'ensemble de ses droits et les intérêts de son peuple, l'Iran tient à une coopération et à une convergence politiques et économiques à grande échelle avec le reste du monde. J'aspire à de bonnes interactions avec tous les pays du monde, en particulier avec nos voisins, et je leur serre la main chaleureusement.

Une nouvelle ère s'est ouverte.

La République islamique d'Iran est prête à jouer son rôle pour qu'advienne un monde meilleur. Un monde où abondent la rationalité, la justice, la liberté, la moralité et la spiritualité.

Merci à tous de votre attention.

Que la paix et la miséricorde d'Allah soient avec vous.

Chili (voir aussi A/76/PV.3, annexe V)

Allocution de M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Nous vivons une époque qui marquera les générations futures. Celles et ceux d'entre nous qui ouvrons aujourd'hui l'Assemblée générale ont une mission à remplir et une responsabilité envers ces générations futures. Les décisions ou omissions d'aujourd'hui détermineront la trajectoire de l'humanité pour les prochaines décennies.

Nous sommes au cœur de la pire pandémie de ces 100 dernières années. À cela s'ajoutent une grave crise climatique, une crise sociale et économique majeure et l'érosion des institutions démocratiques. De plus, il y a un multilatéralisme sous tension et la nécessité urgente de réformer l'architecture internationale.

Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter de déplorer la situation. Bien au contraire, l'époque exige de nous un diagnostic serein et, surtout, la sagesse, la volonté et le courage de prendre les mesures efficaces et urgentes qui s'imposent à nous.

PANDÉMIE DE MALADIE À CORONAVIRUS (COVID-19) : Triomphe de la science, échec de la politique

Monsieur le Président,

Malgré les avertissements répétés des milieux scientifiques qui nous disaient que les pandémies étaient des menaces latentes, la communauté internationale et les États ont choisi de faire la sourde oreille. La pandémie de maladie à coronavirus nous a donc pris par surprise : sans mécanismes d'alerte rapide, sans systèmes de partage d'informations, avec des systèmes de santé fragiles, même dans les pays les plus développés, qui n'ont pas toujours pu prendre en charge tous les malades, et, ce qui est le plus grave, sans vaccins ni médicaments pour lutter contre la COVID-19.

Les personnels soignants du Chili et du monde entier ont travaillé sans relâche et sans hésitation pour répondre à l'urgence, mettant leur propre vie en danger pour protéger la nôtre. Je tiens aujourd'hui à rendre un hommage appuyé à leur dévouement et leur abnégation, ainsi qu'à leur professionnalisme, leur persévérance et leur résilience.

La pandémie nous a montré que, lorsqu'on libère les forces de l'innovation, de la technologie et de la créativité, nous pouvons accomplir des prouesses inimaginables. En l'espace de 10 mois seulement, nous sommes passés d'un virus duquel nous ne savions rien à une série de vaccins sûrs et efficaces pour le combattre. C'est une prouesse inédite dans l'histoire de l'humanité. Rappelons-nous que l'approbation du vaccin contre la fièvre typhoïde a pris plus de 130 ans, et que les vaccins contre la tuberculose et la dengue sont apparus respectivement 45 et 110 ans après l'émergence de ces maladies. Nous avons bel et bien assisté au triomphe de la science.

Ce triomphe contraste néanmoins avec l'échec de la politique, puisqu'aujourd'hui encore, si certains pays ont de quoi vacciner plusieurs fois leur population, d'autres pays ne disposent pas des vaccins ou du matériel nécessaire pour protéger leur population.

La science a triomphé, mais la politique a échoué. En science, c'est la coopération qui a primé, alors qu'en politique, c'est l'individualisme. En science, le partage des

informations s'est imposé, alors qu'en politique, c'est l'opacité. En science, le travail d'équipe a prévalu, alors qu'en politique, ce sont les efforts isolés. De cet échec, nous devons également tirer les enseignements.

Le premier de ces enseignements est l'humilité, car le monde entier s'est soudainement retrouvé à genoux devant un ennemi microscopique. Le deuxième est la solidarité, pour accompagner et aider les plus vulnérables. Le troisième est la collaboration, indispensable pour résoudre les problèmes mondiaux. Et le quatrième est la volonté d'écouter la voix de la science et les avis des spécialistes.

Au Chili, en appliquant ces principes, nous avons construit le réseau de protection sanitaire, qui nous a permis d'associer les systèmes de santé public et privé, de tripler le nombre de lits disponibles dans les unités de soins intensifs et de prendre en charge les patients en fonction de leurs besoins, indépendamment de leur situation sociale et économique.

Nous avons également développé très tôt notre réseau de diagnostic, qui compte aujourd'hui 180 laboratoires capables de réaliser environ 90 000 tests de réaction en chaîne par polymérase par jour et plus de 21 millions au total.

Un pilier essentiel de notre stratégie a été l'identification précoce des laboratoires internationaux les plus prometteurs pour le développement des vaccins. Sur la base de critères scientifiques et sans considérations politiques, et en ayant pris la ferme décision de signer rapidement des accords et des contrats, nous avons pu nous procurer les vaccins nécessaires pour protéger la vie et la santé de toute notre population.

Aujourd'hui, près de 90 % de la population cible du Chili dispose d'un schéma vaccinal complet, et nous avons déjà commencé à vacciner les enfants et à administrer des injections de rappel aux personnes qui sont vulnérables.

Aux moments les plus critiques de la pandémie et lorsque les fournitures se faisaient rares, nous avons collaboré en faisant don de médicaments et d'une partie de notre stock de vaccins pour faciliter la vaccination du personnel soignant d'autres pays d'Amérique latine. Dans le même esprit, avec l'Organisation mondiale de la Santé et plus de 50 pays, nous appuyons un traité pour la préparation et la riposte aux pandémies.

Personne ne peut garantir que de telles pandémies ne se reproduiront pas, mais nous devons nous assurer que lorsque cela arrivera, nous serons mieux préparés.

CRISE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE : Sensibilité aux besoins et responsabilité des décisions

Monsieur le Président,

La pandémie a également provoqué une crise sociale et économique sans précédent, qui a entraîné d'immenses pertes de revenus et d'emplois pour les familles, la faillite de nombreuses entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises, et une montée de la pauvreté et la précarisation des classes moyennes.

La crise a aussi entraîné une croissance exponentielle des déficits budgétaires et de l'endettement public et privé, qui menacent la stabilité macroéconomique. Ces maux frappent le plus durement les pays et les milieux les plus vulnérables, et notamment les femmes, aggravant les disparités fondées sur le genre.

Certaines causes de cette situation existaient déjà avant la pandémie : une guerre commerciale entre les grandes puissances, un regain du protectionnisme et un affaiblissement du libre-échange fondé sur des règles.

Une fois posé ce diagnostic clair, il est essentiel que les décisions de politique publique reposent sur des politiques macroéconomiques, budgétaires et monétaires sérieuses et responsables et que l'on poursuive la libéralisation du commerce, en intégrant les nouvelles technologies fruits de la révolution numérique, qui feront la différence entre ceux qui embarquent dans le train du progrès et ceux qui le regardent passer depuis la gare.

La pandémie et la révolution numérique se sont mutuellement influencées. Incontestablement, les progrès des technologies numériques nous ont permis de mieux faire face à la pandémie. Par exemple, il serait difficile d'imaginer comment nous aurions réagi à la pandémie sans certaines avancées technologiques récentes telles que le service numérique d'accès à l'hôpital, « Hospital Digital », l'accès en ligne aux services de police, « Comisaría Virtual », et le réseau d'accès aux services publics chiliens, « Chile Atiende ». Dans le même temps, la pandémie a accéléré l'implantation de la société numérique, qui a modifié nos façons de travailler, d'apprendre, de nous informer et d'interagir en société ; des changements qui sont là pour rester.

Le Chili fait de son mieux pour monter dans ce train. Nous nous appuyons pour cela sur des accords de libre-échange avec d'autres pays, lesquels représentent plus de 90 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Cet important réseau d'intégration, associé à des années de responsabilité budgétaire et monétaire, nous a permis de proposer un des plus importants programmes d'assistance sociale au monde pendant la pandémie, à hauteur de 20 % de notre PIB.

Le système de protection sociale que nous avons mis en place a permis de réaliser plus de 35 milliards de dollars en transferts directs, un coup de pouce et un soulagement pour les petites et moyennes entreprises et pour quelque 16 millions de citoyens.

Ces mesures nous ont permis de rétablir l'activité économique et les niveaux d'investissement qui existaient avant la pandémie. Après une chute de 5,8 % l'année dernière, notre économie connaîtra cette année une croissance d'environ 10 %. Nous sommes également parvenus à récupérer 1,9 million d'emplois, soit 80 % du total des pertes d'emplois.

CRISE ENVIRONNEMENTALE : La crise environnementale n'a pas connu de quarantaine

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 nous a contraints à restreindre nos libertés et à décréter des quarantaines. Mais les changements climatiques, eux, n'ont pas été placés en quarantaine. Leur progression se poursuit implacablement. Ils se montrent plus rapides et avec des effets plus graves que prévu. Le pire dans tout cela, c'est que certaines conséquences des changements climatiques sont déjà irréversibles. En réalité, il ne s'agit plus de changements climatiques ; nous sommes déjà bel et bien confrontés à une crise climatique.

La science, à travers le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, a parlé de façon claire et limpide. Les citoyens nous demandent, comme un impératif moral, de changer le cours de l'histoire. Et la technologie nous donne les outils nécessaires pour éviter une apocalypse environnementale.

L'heure n'est plus aux diagnostics. Il est temps d'agir, avec une volonté forte et un sentiment d'urgence. Nous avons une responsabilité historique, aussi bien envers les générations actuelles que celles à venir. Nous sommes la dernière génération qui peut empêcher la crise climatique actuelle de se transformer en apocalypse environnementale.

Le Chili est un petit pays, qui représente moins de 0,25 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Mais nous sommes déterminés à assumer nos responsabilités et à faire notre part dans cette guerre contre la crise climatique.

Pour y parvenir, nous avons accéléré la décarbonation de notre bouquet énergétique. D'ici à 2025, nous aurons fermé les deux tiers de nos centrales électriques alimentées au charbon et d'ici à 2040, elles le seront toutes. De plus, nous agissons pour qu'en 2030, 70 % de notre panier énergétique repose sur des énergies propres et renouvelables, part qui augmentera pour atteindre près de 100 % en 2050.

Comme preuve de cet engagement, je peux annoncer aux États Membres qu'en 2021, nous avons mis en service plus de capacité de production d'énergie solaire et éolienne au Chili que nous n'en avions jamais installé dans toute notre histoire.

Mais réduire notre empreinte carbone ne suffit pas. Nous devons être plus ambitieux et parvenir à ce que nos efforts de production d'énergies propres et renouvelables dépassent nos frontières et aident d'autres pays à atteindre leurs propres objectifs de décarbonation. À cet effet, nous développons l'hydrogène vert, une énergie propre et renouvelable dont le procédé de production exploite les atouts de notre géographie : le rayonnement solaire élevé et constant de nos déserts et les vents forts qui soufflent en permanence sur la Patagonie. La nature nous offre ainsi la possibilité de produire plus de 70 fois l'énergie dont nous avons besoin aujourd'hui, en évitant dans le même temps de rejeter des millions et des millions de tonnes de CO₂ par an. L'hydrogène vert est l'énergie de demain, que nous produisons au Chili aujourd'hui.

À ces initiatives s'ajoutent :

Premièrement : l'électrification de notre système de transports publics. Aujourd'hui, en dehors de la Chine, Santiago est la ville qui compte le plus grand nombre de bus électriques au monde.

Deuxièmement : la protection des océans et de leur biodiversité, avec notamment la première zone marine protégée en haute mer et une zone marine protégée dans l'Antarctique.

Troisièmement : la protection des forêts, avec par exemple la plantation de plus de 230 000 hectares de forêts en 10 ans, en privilégiant les espèces indigènes.

Enfin, quatrièmement, l'économie circulaire, qui passe notamment par l'interdiction d'utiliser des sacs et d'autres produits en plastique, et par la transition d'une culture du jetable à une culture du recyclable.

À chaque génération sa mission. Empêcher que la crise climatique ne vire à l'apocalypse environnementale est la mission de notre génération. Il s'agit là d'une question de vie ou de mort, car la survie même de l'espèce humaine sur la planète Terre est en jeu. Nous ne pouvons pas oublier que 99 % des espèces qui ont existé autrefois ont aujourd'hui disparu. Nous ne voulons pas que l'espèce humaine s'ajoute à cette sombre liste.

L'histoire, nos enfants, nos petits-enfants et les générations suivantes nous jugeront non pas sur nos bonnes intentions, mais sur nos comportements, nos actes et nos résultats face à ce défi.

L'ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE : une nouvelle menace

Monsieur le Président,

Ces dernières années, les démocraties ont souffert d'une détérioration constante et progressive. Tous les indices internationaux attestent de cette situation regrettable. Un seul diagnostic est posé, mais les raisons en sont multiples.

En Amérique latine, aux raisons habituelles, à savoir la faiblesse de la croissance économique, la pauvreté endémique, la persistance des inégalités, la corruption et l'inefficacité de l'État, s'ajoutent la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) et d'autres maladies tout aussi toxiques et mortelles pour les sociétés démocratiques et éprises de liberté, comme le virus du populisme, le cancer de la polarisation et la peste de la fragmentation politique.

Le virus du populisme circule par les promesses démagogiques et fantaisistes de solutions que l'on sait impossibles à tenir. Et, en échange d'une éphémère satisfaction immédiate, il finit toujours par sacrifier l'avenir en nuisant au progrès, aux institutions démocratiques et à l'état de droit.

La polarisation, elle, ne laisse aucune place aux accords et aux compromis. Ce véritable cancer s'attaque au tissu social, contamine les institutions et nourrit l'intolérance dans toutes les sphères de la vie en société.

Enfin, il y a la fragmentation, qui est une tendance à une politique au service d'identités et de causes individuelles ou concernant de petits groupes, ce qui rend impossible l'articulation et la prise en compte des différentes visions et demandes sociales, et entrave le consensus et la gouvernabilité.

Une nouvelle menace à la démocratie est également apparue dans notre région, et elle ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur. Pendant de longues années, les menaces ont pris la forme d'opérations militaires ou d'actes subversifs pour évincer du pouvoir les autorités légitimes et démocratiquement élues. Aujourd'hui, la menace principale provient de gouvernements élus démocratiquement, autrement dit des gouvernements dotés d'une légitimité constitutionnelle qui manigancent pour rester au pouvoir indéfiniment, supprimer l'indépendance des autres branches du Gouvernement, monopoliser les organes chargés de superviser les processus électoraux et écraser l'opposition, ce en quoi ils exercent ouvertement un pouvoir illégal.

Il y a 32 ans, le Chili a connu une transition démocratique exemplaire. Au cours des trois dernières décennies, nous avons connu une croissance économique et un développement humain élevés, la pauvreté et les inégalités ont baissé, et ce dans le respect des libertés et droits fondamentaux de tous les citoyens.

Le Chili n'est toutefois pas à l'abri de telles menaces. Les troubles sociaux de 2019 ont été marqués par des revendications sociales légitimes, mais également par une vague de violence irrationnelle, inédite et inacceptable.

Malgré les difficultés, conformément à sa longue et belle tradition démocratique, le Chili est parvenu à canaliser ces troubles sociaux et ces revendications légitimes en un processus pacifique, légal et démocratique conforme à sa Constitution et à l'état de droit parce qu'il est convaincu que le remède aux maux susmentionnés est plus de démocratie et une démocratie plus efficace.

Aujourd'hui, à l'issue d'un référendum transparent et participatif, nous avons élu démocratiquement une assemblée constituante, qui est composée à parts égales d'hommes et de femmes et au sein de laquelle sont représentés nos peuples autochtones. L'Assemblée devra proposer une nouvelle constitution aux citoyens, et celle-ci sera approuvée ou rejetée par les citoyens lors d'un référendum.

La majorité des Chiliens espèrent que l'Assemblée proposera le texte d'une nouvelle constitution qui, en améliorant et en rectifiant tout ce qui doit l'être, renforcera

l'équité et la justice sociale, protégera nos libertés et reflétera notre tradition nationale et les valeurs de notre société.

ARCHITECTURE INTERNATIONALE : Le besoin urgent de réforme

Monsieur le Président,

Un autre défi consiste à déterminer si les institutions existantes qui forment l'architecture internationale se sont adaptées à la nouvelle réalité mondiale et sont aptes à relever les défis actuels et futurs.

Depuis la création des organisations internationales actuelles au milieu du siècle dernier, le monde a radicalement changé. La mondialisation, la révolution technologique et numérique et l'émergence d'une société du savoir et de l'information ont considérablement modifié la manière dont nous vivons, travaillons et apprenons ainsi que nos relations avec les autres. La colonne vertébrale des organisations multilatérales, elle, n'a pas évolué.

Les institutions internationales doivent faire l'objet de remaniements importants et être restructurées en profondeur.

Les organisations internationales doivent combiner deux principes : la plus large participation possible par souci de légitimité et un système de prise de décisions qui n'est pas dévoyé par les antagonismes, les vetos, les blocages ou un consensus extrêmement difficile à obtenir. Nous devons élaborer de nouveaux mécanismes pour trouver le bon équilibre entre ces deux éléments. L'action multilatérale est essentielle pour protéger la démocratie et la sécurité, réaliser le développement et le bien-être de nos peuples, protéger l'environnement et lutter contre les pandémies.

Dans le même temps, le grand public doit être au fait de ses procédures, débats et décisions et la nomination de ses représentants doit être claire pour garantir un fonctionnement transparent. Après tout, il n'existe pas de meilleur gendarme qu'un éclairage public et pas de meilleur désinfectant que le soleil.

FEMMES/AFGHANISTAN

Je ne puis terminer mon propos sans réfléchir à ce que signifie le triomphe du régime des Taliban pour les femmes et les filles qui devront vivre sous son joug.

Monsieur le Président,

La société afghane traverse une période très difficile. Toutefois, la situation des femmes afghanes est particulièrement dangereuse. Aujourd'hui, maintenant, en cet instant précis, ceux qui dans un passé récent leur refusaient l'éducation, leur imposaient des mariages forcés, garantissaient l'impunité des auteurs d'atteintes sexuelles contre elles et les privaient de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux sont de retour au pouvoir – eux qui estiment que le monde des femmes doit être soumis et résigné.

L'agression que subissent les femmes en Afghanistan est une agression contre les femmes du monde entier. Sachant cela, nous ne pouvons pas, l'ONU ne peut pas, rester les bras croisés, paralysée par des contraintes bureaucratiques ou des divisions politiques au sein du Conseil de sécurité.

Nous devons travailler de manière unie pour les protéger et rétablir pleinement leurs libertés et leurs droits. La cause des femmes afghanes est celle de l'humanité tout entière.

PAROLES FINALES : la contribution du Chili à la communauté internationale

Je voudrais terminer mon allocution en me félicitant de la contribution du Chili à la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est la pierre angulaire de notre civilisation, et de ses efforts actifs pour promouvoir la démocratie, les libertés et les droits de l'homme dans le monde entier. Nous sommes également fiers de notre contribution à la conservation de l'Antarctique, la plus grande réserve d'eau douce et le dernier bastion cristallin de la planète, à la protection des océans et à la lutte contre les changements climatiques.

Et nous sommes fiers aussi d'accueillir plus de 70 % de la capacité mondiale en matière d'observation astronomique et d'être des pionniers dans la recherche et le développement de l'hydrogène vert, une énergie propre qui sera essentielle pour lutter contre la crise climatique.

Le Chili est et restera une nation libre et accueillante, dotée d'une âme noble et solidaire, qui surmontera les difficultés et conservera son identité grâce à la sagesse, à la modération, à la détermination et au courage de son peuple.

Le Chili continuera d'honorer tous ses engagements internationaux et de contribuer à l'édification d'un monde meilleur pour les générations futures. Le Chili restera également un pays dans lequel il fait bon naître, grandir, fonder une famille, travailler et vieillir dans un climat de liberté, de justice et de paix.

Merci.

Chine (voir aussi A/76/PV.3, annexe VI)

Allocution de M. Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine

Prononcée le mardi 21 septembre 2021 à la 3^e séance de l'Assemblée générale

[Original : chinois]

Monsieur le Président,

L'année 2021 est une année tout à fait exceptionnelle pour le peuple chinois. Elle marque le centenaire de la fondation du Parti communiste chinois. Elle marque également le cinquantenaire du rétablissement de la République populaire de Chine dans son siège légitime à l'ONU, un événement historique qui sera solennellement commémoré en Chine. Nous continuerons de travailler activement pour porter notre coopération avec l'ONU à un niveau plus élevé et apporter une contribution toujours plus grande à la noble cause de l'ONU.

Monsieur le Président,

Il y a un an, lors des réunions de haut niveau consacrées au soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, les dirigeants des différents pays du monde ont publié une déclaration, s'engageant à lutter dans la solidarité contre la maladie à coronavirus (COVID-19), à relever ensemble les défis, à défendre le multilatéralisme, à renforcer le rôle de l'ONU et à bâtir un avenir commun pour les générations actuelles et futures.

Depuis un an, le monde a fait face à des changements et à une pandémie jamais connus depuis un siècle. Dans tous les pays du monde, les peuples aspirent plus que jamais à la paix et au développement, avec un appel plus fort à l'équité et à la justice et une détermination plus ferme à poursuivre la coopération gagnant-gagnant.

Actuellement, la COVID-19 continue de sévir dans le monde et la société humaine a profondément changé. Notre monde est entré dans une période de turbulences et de transformations nouvelles. Tout homme politique responsable doit répondre aux questions de notre époque et faire un choix historique avec confiance, courage et sens de l'engagement.

Premièrement, nous devons vaincre la COVID-19 et gagner ce grand combat, crucial pour l'avenir de l'humanité. L'histoire de la civilisation humaine est aussi une histoire de lutte contre les pandémies. C'est toujours en surmontant les défis que l'humanité a réalisé un développement et des progrès plus grands. Malgré la férocité de la COVID-19, nous finirons par en triompher.

Nous devons placer le peuple et la vie humaine au-dessus de tout et protéger la vie, la valeur et la dignité de chacun. Nous devons travailler dans le respect de la science, adopter une attitude fondée sur les données scientifiques et suivre les lois de la science. Nous devons à la fois bien appliquer les mesures sanitaires de routine contre la COVID-19 et assurer la gestion des urgences, et faire progresser en même temps la lutte sanitaire et le développement socioéconomique. Il est nécessaire de renforcer la réponse coordonnée au niveau international pour réduire autant que possible les risques de transmission transfrontalière.

Les vaccins sont une arme puissante contre le virus. J'ai souligné à plusieurs occasions la nécessité de faire des vaccins un bien public mondial et d'en assurer l'accessibilité et le caractère abordable pour les pays en développement. L'urgence,

c'est d'assurer une distribution juste et équitable des vaccins à l'échelle mondiale. Cette année, la Chine s'efforcera de fournir au total 2 milliards de doses au monde. En plus du don de 100 millions de dollars fait au Mécanisme COVAX, la Chine fera don de 100 millions de doses supplémentaires à d'autres pays en développement cette année. La Chine continuera d'apporter son soutien et de participer au travail d'identification scientifique des origines du virus dans le monde, et elle s'oppose fermement à toute forme de manipulation politique de cette question.

- Deuxièmement, nous devons relancer l'économie et promouvoir un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain. Le développement est crucial pour le bonheur du peuple. Face aux graves impacts de la COVID-19, nous devons œuvrer ensemble à orienter le développement mondial vers une nouvelle phase de croissance équilibrée, coordonnée et inclusive. À cette occasion, je voudrais proposer une initiative pour le développement mondial.
- Il faut accorder la priorité au développement. Nous devons accorder une place prioritaire au développement dans le cadre macropolitique mondial et renforcer la coordination des politiques entre les principales économies du monde pour assurer la continuité, la stabilité et la viabilité des politiques. Nous devons bâtir des partenariats mondiaux pour le développement marqués par plus d'égalité et d'équilibre, promouvoir la synergie entre les différents processus de coopération multilatérale pour le développement, et accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Il faut placer le peuple au cœur de nos préoccupations. Nous devons garantir et améliorer le bien-être de la population et protéger et promouvoir les droits de l'homme à travers le développement, et œuvrer à un développement pour le peuple, par le peuple et au profit du peuple, de manière à renforcer son sentiment de bonheur, de satisfaction et de sécurité et à réaliser le plein épanouissement de l'homme.
- Il faut œuvrer au bénéfice de tous. Nous devons porter une grande attention aux besoins particuliers des pays en développement, soutenir les pays en développement, notamment ceux qui sont fragiles et en grande difficulté, par la suspension de la dette, l'aide au développement et d'autres moyens, et veiller à régler le problème du déséquilibre et de l'insuffisance du développement au sein des différents pays et entre eux.
- Il faut promouvoir le développement par l'innovation. Nous devons saisir les opportunités historiques offertes par la nouvelle révolution scientifique et industrielle pour accélérer la conversion des acquis scientifiques et technologiques en forces productives réelles, créer un environnement ouvert, impartial, équitable et non discriminatoire pour le développement des sciences et technologies, explorer de nouveaux moteurs de croissance économique pour l'après-COVID-19, et réaliser main dans la main un développement rapide et vigoureux.
- Il faut veiller à la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature. Nous devons améliorer la gouvernance environnementale mondiale, lutter activement contre les changements climatiques et construire un avenir partagé pour l'homme et la nature. Il faut accélérer la transition verte et réaliser une reprise et un développement verts. La Chine s'efforcera d'atteindre le pic de ses émissions de dioxyde de carbone avant 2030 et de réaliser la neutralité carbone avant 2060. Ces objectifs nécessitent des efforts ardues, et la Chine y consacrera toutes ses forces. La Chine soutiendra vigoureusement le développement des énergies vertes et à faibles émissions de carbone dans les pays en développement. Elle ne construira plus de nouveaux projets de centrales à charbon à l'étranger.

- Il faut adopter des mesures concrètes. Nous devons accroître les investissements dans le développement, promouvoir en priorité la coopération sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la riposte sanitaire et les vaccins contre la COVID-19, le financement du développement, les changements climatiques et le développement vert, l'industrialisation, l'économie numérique, l'interconnexion et dans d'autres domaines. Il faut accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et construire une communauté d'avenir partagé pour le développement mondial. La Chine a annoncé l'octroi dans les trois ans à venir d'aides supplémentaires de 3 milliards de dollars pour épauler les autres pays en développement dans la lutte contre la COVID-19 et la reprise du développement socioéconomique.

Troisièmement, nous devons renforcer la solidarité et mettre en pratique le concept des relations internationales marquées par le respect mutuel et la coopération gagnant-gagnant. Un monde de paix et de développement, c'est un monde où coexistent des civilisations aux formes variées et des voies différentes vers la modernisation.

La démocratie n'est pas la propriété exclusive d'un quelconque pays, mais un droit de tous les peuples. L'évolution récente de la situation internationale prouve une fois de plus que l'intervention militaire extérieure et la prétendue transformation démocratique ne conduisent qu'à des conséquences désastreuses. Nous devons travailler énergiquement pour faire rayonner les valeurs communes de l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté, et rejeter les mentalités des blocs exclusifs et du jeu à somme nulle.

Les différends et les problèmes, difficiles à éviter, doivent être traités par la voie du dialogue et de la coopération sur la base de l'égalité et du respect mutuel. Le succès d'un pays ne signifie pas forcément l'échec d'un autre, et notre monde est suffisamment grand pour permettre à tous les pays de se développer et de connaître la prospérité. Nous devons préconiser le dialogue et l'inclusion, et rejeter le conflit et l'exclusion, construire un nouveau type de relations internationales caractérisées par le respect mutuel, l'équité, la justice et la coopération gagnant-gagnant, élargir les convergences d'intérêts, et trouver le terrain d'entente le plus grand possible.

La nation chinoise transmet et poursuit les concepts de paix, de bonne entente et d'harmonie. Jamais la Chine n'a envahi ou opprimé d'autres nations ni n'a prétendu à l'hégémonie, et elle ne le fera jamais. Elle est depuis toujours un bâtisseur de la paix mondiale, un contributeur au développement dans le monde, un défenseur de l'ordre international et un fournisseur de biens publics. Elle continuera d'offrir de nouvelles opportunités au monde par son développement.

Quatrièmement, nous devons améliorer la gouvernance mondiale et pratiquer le véritable multilatéralisme. Il n'y a qu'un seul système international, celui centré sur l'ONU, qu'un seul ordre international, celui fondé sur le droit international, et qu'un ensemble de règles, les règles fondamentales régissant les relations internationales basées sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

L'ONU doit porter haut l'étendard du véritable multilatéralisme et servir de plateforme essentielle où tous les pays travaillent ensemble à préserver la sécurité universelle, à partager les fruits du développement et à orienter l'avenir du monde. L'ONU est invitée à assurer un ordre international stable, à augmenter la représentation et le droit à la parole des nombreux pays en développement dans les affaires internationales et à jouer un rôle de chef de file dans la promotion de la démocratie et de l'état de droit dans les relations internationales. Elle doit faire avancer

de manière équilibrée le travail dans les trois champs majeurs que sont la sécurité, le développement et les droits de l'homme, élaborer un agenda commun, se concentrer sur les questions pressantes et redoubler d'efforts pour faire honorer effectivement les engagements pris par les différentes parties au sujet du multilatéralisme.

Monsieur le Président,

Le monde se trouve une fois de plus à la croisée des chemins de l'histoire. Je suis convaincu que le courant de la paix, du développement et du progrès de l'humanité est irrésistible. Travaillons main dans la main dans une confiance raffermie pour affronter les menaces et les défis planétaires et construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et un monde meilleur.
